



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Etude Economique du Réemploi Emballages Ménagers et Professionnels

DSREP / Observatoire National du Réemploi et de la Réutilisation
Rédaction : GUIOT Marianne, LE COQ Angélique

Décembre 2025

TABLE DES MATIERES

1. Eléments de contexte.....	3
1.1. Les activités de l'ADEME	3
1.2. Contexte de l'étude.....	3
1.2.1. Cadre réglementaire en vigueur concernant le réemploi des emballages	3
1.2.2. Définitions	3
1.2.3. Enjeux du réemploi	4
1.2.4. REP et obligations des éco-organismes.....	4
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser.....	4
2.1. Objectifs	4
2.2. Périmètre et cibles de la prestation	5
2.3. Détail de la prestation	5
2.3.1. Axe A : Identification et sélection des scénarios à retenir pour les analyses économiques.	6
2.3.2. Axe B - Analyse économique des chaînes de valeurs selon les typologies d'emballages réemployables sélectionnés dans les scénarios de l'axe A	6
2.3.2.1. Phase 1 : Définition des étapes de la chaîne de valeur et approche qualitative de l'évaluation économique par scénario	6
2.3.2.2. Phase 2 : Analyse économique et restitution des résultats par scénario	7
2.3.2.3. Phase 3 : Comparaison économique des chaînes de valeur du réemploi et de l'usage unique équivalent, sur la base d'une approche qualitative	8
2.3.1. AXE C : Comparaison coût à l'achat entre d'un emballage réemployable neuf, un emballage réemployé et un emballage à usage unique.....	8
2.4. Livrables	9
2.5. Exigences particulières.....	9
2.5.1. Exigence technique pour favoriser la circulation des données et du savoir.....	9
3. Organisation et pilotage de la prestation.....	11
3.1. Encadrement et suivi de la prestation	11
3.2. Calendrier de réalisation des prestations	11
4. Annexes	12
4.1. Annexe 1 : propositions chaîne de valeur en fonction des emballages réemployable.....	12



1. Eléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - partage ses expertises, coordonne le financement et la mise en œuvre de projets de transformation dans plusieurs domaines : énergie, économie circulaire, décarbonation, industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, alimentation, adaptation et sols.

Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, et leur donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. Elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de l'ADEME : www.ademe.fr

1.2. Contexte de l'étude

1.2.1. Cadre réglementaire en vigueur concernant le réemploi des emballages

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, promulguée le 10 février 2020, et la loi portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, promulguée le 22 août 2021 fixent des objectifs ambitieux pour favoriser le développement du réemploi des emballages, comme, se doter d'une trajectoire nationale visant à augmenter la part des emballages réemployés mis en marché par rapport aux emballages à usage unique jusqu'à atteindre 10% des emballages réemployés mis en marché en France en 2027 (exprimés en unité de vente ou équivalent unité de vente). Ces emballages réemployés doivent être recyclables. (Article 9)

1.2.2. Définitions

Dans le cadre réglementaire français en vigueur, les définitions suivantes s'appliquent. Le cadre réglementaire étant amené à évoluer prochainement, avec en particulier l'entrée en application du règlement européen (PPWR), ces définitions pourront évoluer.

Réemploi : « toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. » (Article L. 541-1-1 du code de l'environnement).

Réutilisation : « toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. » (Article L. 541-1-1 du code de l'environnement).

Emballages réutilisables : « un emballage qui a été conçu, créé et mis sur le marché pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie plusieurs trajets ou rotations en étant rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu » (Directive n° 94/62/CE du 20/12/94 relative aux emballages et aux déchets d'emballages).

Emballage réemployé ou réutilisé : « un emballage faisant l'objet d'au moins une deuxième utilisation pour un usage de même nature que celui pour lequel il a été conçu, et dont le réemploi ou la réutilisation est organisé par ou pour le compte du producteur. Un emballage faisant l'objet d'au moins une deuxième utilisation en étant rempli au point de



vente dans le cadre de la vente en vrac, ou à domicile s'il s'agit d'un dispositif de recharge organisé par le producteur, est réputé être réemployé » (Décret n° 2022-507 du 8 avril 2022 relatif à la proportion minimale d'emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement)

1.2.3. Enjeux du réemploi

Le réemploi des emballages représente un défi majeur. Des solutions opérationnelles à grande échelle existent pour certaines typologies d'emballages comme les palettes ou les caisses plastique, les bouteilles boissons en CHR. D'autres typologies d'emballages peuvent disposer de solutions réemployables existantes mais moins déployées comme dans le cas des emballages ménagers, par exemple.

Il est donc nécessaire d'accompagner le développement du réemploi des emballages de manière durable aussi bien pour les metteurs en marché nationaux, que pour les acteurs régionaux, et ainsi inscrire le réemploi dans les habitudes d'achats des entreprises et des français par rapport à l'usage unique.

1.2.4. REP et obligations des éco-organismes

L'étude s'inscrit dans le cadre de la filières REP des emballages ménagers (EM) en place et de la REP des emballages professionnels (EP) en cours de mise en place et avec laquelle sera fusionnée l'actuel REP des emballages de la restauration (ER).

A date, et dans le contexte des agréments des filières REP EM et REP ER les éco-organismes sont tenus de consacrer une enveloppe aux soutiens pour le développement de solutions de réemploi et réutilisation (minimum 5% des contributions perçues). Ce soutien se caractérise par des soutiens financiers accordés aux acteurs jouant un rôle sur le développement de la chaîne du réemploi, à la suite d'une candidature en Appel à Projet (AAP). A ce jour, les éco-organismes accompagnent majoritairement les Metteurs en Marché (MEM), mais les opérateurs de réemploi peuvent également être éligibles sous certaines conditions.

D'autres obligations incombent également aux éco-organismes : financement notamment des campagnes d'information et de sensibilisation pour le réemploi et/ou la réutilisation, mise en place de soutiens à la collecte des emballages réemployables, et lorsque cela semble nécessaire, des soutiens aux opérations de lavage

Ces obligations concerneront aussi la REP EP.

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser

2.1. Objectifs

L'objectif de l'étude est de réaliser une l'analyse, via une approche analytique, des modèles économiques du réemploi pour différentes typologies d'emballages, ainsi que différents modèles organisationnels. Cette analyse prendra en compte les différentes étapes de la chaîne de valeur et s'appuiera également sur une comparaison entre le(s) modèle(s) du réemploi et celui/ceux de l'usage unique.

Cette analyse doit permettre :

- De fournir des clés de lecture aux industriels pour les inciter au passage au réemploi en leur apportant des éclairages économiques (par exemple, l'évaluation de l'impact sur la trésorerie lié à l'achat d'un parc d'emballages réemployables ou autres investissements).
- D'aider les acteurs à se projeter dans une vision économique à long terme en comparant leur modèle actuel de l'usage unique par rapport au modèle du réemploi
- Identifier les leviers et modalités de soutiens les plus pertinents (notamment au regard des solutions actuellement mises en place) à mobiliser afin de développer l'activité de réemploi des emballages. *(Cette identification*



permettra ensuite, hors étude, de cibler des actions adéquates aux soutiens des acteurs, opérateurs du réemploi, et de permettre d'envisager un meilleur accompagnement dans le développement du secteur du réemploi des emballages).

2.2. Périmètre et cibles de la prestation

Le périmètre de cette étude concerne l'ensemble des emballages réemployables, ménagers et professionnels dans les circuits B to B (Business to Business) et B to C (Business to Consumer), mais uniquement lorsque le réemploi est réalisé, ou, coordonné par le professionnel mettant à disposition des emballages réemployables.

La recharge et le remplissage, sur le lieu de vente, lorsque le consommateur ramène son propre emballage, ne seront pas pris en compte dans cette étude.

Dans le cadre de cette étude, on entend par évaluation économique le détail des postes de coût relatif à l'opération de réemploi. L'ensemble des postes de coûts de fonctionnement ainsi que les amortissements des investissements seront à prendre en compte à chacune des étapes. Le prestataire devra préciser le périmètre des postes de coûts à prendre en compte de manière transversale pour assurer la cohérence des évaluations avec ensuite une déclinaison par scénario pour tenir de leurs spécificités.

Les circuits du réemploi des emballages analysés doivent être situés uniquement sur le territoire français métropolitain. Les Drom-Com ne feront pas partie du périmètre de l'étude au vu des spécificités présentes sur leur territoire.

Les cibles de cette étude sont les acteurs de la chaîne de valeur du réemploi des emballages pour les différents scénarios qui seront étudiés.

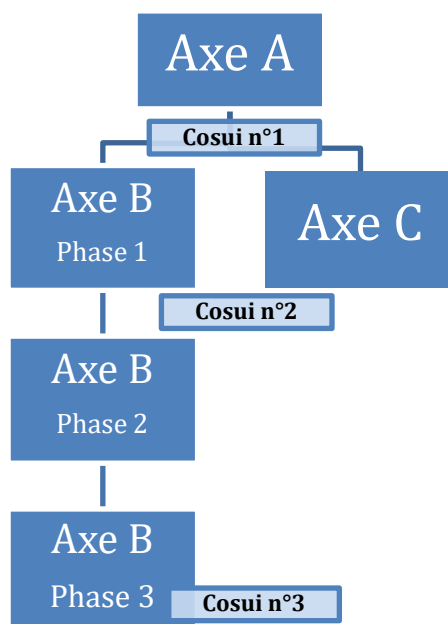
2.3. Détail de la prestation

Cette étude se découpe en trois axes : à noter que les axes B et C pourront être conduits en parallèle.

Axe A : Identification et sélection des scénarios retenus pour les analyses économiques ;

Axe B : Analyse économique des chaînes de valeurs du réemploi selon les scénarios retenus, ainsi qu'un comparatif des étapes qui diffèrent par rapport à l'emballage équivalent à usage unique (exemple : fin de vie,...)

Axe C : Comparaison des coûts d'achats entre une solution d'emballage réemployable, réemployé et une solution d'emballage équivalente à usage unique.



2.3.1. Axe A : Identification et sélection des scénarios à retenir pour les analyses économiques.

L'objectif de cet axe est d'identifier et de sélectionner les scénarios qui seront analysés dans la suite de cette étude.

Les propositions de scénarios sont définies selon quatre éléments :

- Caractéristiques de l'emballage réemployable,
- Équivalent à usage unique de cet emballage réemployable.
- Modèle organisationnel du réemploi : gestionnaire, boucle ouverte, boucle fermée, boucle navette
- Identification synthétique de la chaîne de valeur et des types d'acteurs avec un focus sur les étapes spécifiquement liées au réemploi (cette chaîne de valeur sera à décrire de manière plus précise dans l'axe B)

Le prestataire fera des propositions de critères pour aider à choisir les scénarios.

Le nombre de scénarios sera déterminé par l'ADEME dans les conditions ci-dessous :

Partie forfaitaire : huit scénarios.

Partie unitaire : Des bons de commandes pourront être passés s'il apparaît nécessaire de réaliser des scénarios supplémentaires aux huit scénarios prévus dans la partie forfaitaire :

Il est demandé au candidat de chiffrer de manière unitaire le coût de l'analyse complète sur l'ensemble des axes de l'étude d'un scénario supplémentaire, dans la limite de quatre bon de commandes, soit maximum **quatre scénarios supplémentaires au total**.

Pour cette fin de phase, le comité de suivi (COSUI) constitué par l'ADEME / l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation se réunira avec les parties prenantes invitées dans le cadre de ces travaux afin de valider les différents scénarios sélectionnés, et ainsi permettre le lancement en simultané des axes B et C. (et comme indiqué dans le paragraphe § 3.1.).

2.3.2. Axe B - Analyse économique des chaînes de valeurs selon les typologies d'emballages réemployables sélectionnés dans les scénarios de l'axe A

Après réalisation de l'axe A, pour chaque scénario validé (partie forfaitaire et partie unitaire le cas échéant), il sera attendu pour la phase 1 de l'axe B de définir les étapes de la chaîne de valeur avec une approche qualitative. Ensuite une analyse économique de ces chaînes de valeur sera réalisée lors de la phase 2 de l'Axe B. Et pour finir, la phase 3 de l'axe B doit permettre, d'identifier les étapes des chaînes de valeur qui diffèrent entre des emballages réemployés et des emballages à usage unique équivalents et pour ces étapes de conduire une approche qualitative des écarts.

2.3.2.1. Phase 1 : Définition des étapes de la chaîne de valeur et approche qualitative de l'évaluation économique par scénario

Durant cette phase, le prestataire définira la chaîne de valeur en identifiant les différentes étapes et les types d'acteurs opérant sur cette chaîne (pour compléter le travail déjà fait en Axe A). Cela permettra ainsi de mettre en place une évaluation économique par une approche qualitative par étape, et ainsi proposer des critères d'évaluation pour chaque scénario validés (partie forfaitaire + unitaire le cas échéant) dans l'axe A.

A titre d'exemple, en annexe 1 de ce cahier des charges (CCTP) figurent des propositions de description de chaîne de valeur en fonction des typologies d'emballages réemployables. Ces exemples peuvent servir de base mais devront être complétés et challengés par le prestataire.

Pour chaque scénario, le prestataire établira une première description des chaînes de valeurs et des paramètres d'évaluation économique.



Pour préciser et conforter cette description de la chaîne de valeur et le choix des paramètres d'évaluation économique principaux par étapes, le prestataire devra solliciter pour chaque scénario validé, différents acteurs/ opérateurs de réemploi. Par ailleurs, pour l'ensemble de l'étude, le prestataire prévoira 10 visites auprès de différents types de sites (notamment les sites de lavage). Ces sollicitations et ces visites devront aussi permettre de recueillir des données pour les différents paramètres étudiés. Elles devront aussi permettre d'identifier les étapes pour lesquelles il existe un écart significatif entre l'emballage réemployable et un emballage à usage unique équivalent et recueillir les informations utiles à la réalisation de la phase 3.

Le prestataire précisera dans son offre les modalités de sollicitations qu'il propose de mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de l'étude.

Afin de pouvoir réaliser ces évaluations économiques, et afin d'obtenir les données suffisantes et représentatives pour les différents scénarios, il est nécessaire de définir le nombre d'acteurs adéquats à solliciter. La limite du nombre d'acteurs présents pour chaque étape de la chaîne de valeur sur le territoire français devra être pris en compte.

Pour cela, le prestataire procédera à la sélection des acteurs à interroger dans le cadre de ces évaluations économiques en s'appuyant sur une liste de critères de catégorisation tels que : à titre d'exemple afin d'orienter le prestataire dans la sélection des acteurs pouvant être retenus pour les sollicitations voici une liste des critères :

Typologie d'acteurs :

- Producteurs
- Distributeurs
- Opérateurs du réemploi
- Logisticien

Typologie d'habitats :

- Rural
- Urbain

Taille de la structure :

- TPE
- PME
- GE

Le prestataire définira avec une attention particulière les moyens de mise en œuvre pour solliciter les acteurs en facilitant le recueil des données, et en maintenant la mobilisation suffisante des répondants pour obtenir les données nécessaires pour cette étude. Le prestataire devra tout mettre en œuvre afin de récolter les données d'un nombre minimal d'acteurs, à définir au préalable.

En fin de phase 1 de l'axe B, une présentation sera réalisée pour le comité de suivi (COSUI). Cette présentation inclura également l'axe C (comme indiqué dans le paragraphe § 3.1) afin de valider les éléments qui seront définis pour cette avancée de phase.

2.3.2.2. Phase 2 : Analyse économique et restitution des résultats par scénario

Lors de cette phase, l'analyse économique précise de chaque scénario sera réalisée par le prestataire, dans le respect du cadre défini au cours des précédentes phases.

Le résultat de cette phase devra permettre d'obtenir une modélisation, par scénario des différents postes de coûts et de leur influence relative sur le coût global de l'ensemble de la chaîne de valeur.

En fonction des étapes, l'analyse des coûts se fera en croisant deux approches :

- Coût total de l'étape (prix facturé)
- Décomposition du coût selon les principaux indicateurs clés (par exemple euros par tranche d'unité lavée, €/km)

Le prestataire proposera un outil de modélisation des coûts exploitant les données recueillies auprès des acteurs interrogés.

Le prestataire pourra proposer des approches complémentaires lors de l'exécution de la prestation.

L'ensemble des propositions formulées par le prestataire seront soumises à la validation de l'ADEME.

2.3.2.3. Phase 3 : Comparaison économique des chaînes de valeur du réemploi et de l'usage unique équivalent, sur la base d'une approche qualitative

Dans cette phase, sur la base du travail déjà réalisé en phase 1 de l'axe B, il sera demandé au prestataire pour l'ensemble des scénarios de mener une analyse qualitative afin de définir les étapes de la chaîne de valeur pour lesquels ils existent d'un point de vue macro (sur la base d'ordre de grandeur) des impacts économiques significatifs entre un modèle basé sur l'usage unique par rapport à un modèle de réemploi.

L'objectif de cette phase est de pouvoir identifier :

- les étapes de la chaîne de valeur représentant les écarts de de coûts les plus importants entre le modèle du réemploi et son équivalent à usage unique ;
- les leviers et mécanismes d'actions possibles pour développer et inciter au passage au réemploi des emballages.

Une restitution de ces analyses sera demandée à la fin de cette phase pour présentation au comité de suivi (COSUI) qui sera invité à prendre connaissance de ces éléments et à les valider (comprenant la phase 2 de l'axe B, et comme indiqué dans le paragraphe § 3.1).

2.3.1. Axe C : Comparaison coût à l'achat entre d'un emballage réemployable neuf, un emballage réemployé et un emballage à usage unique

Le but de cet axe est de permettre d'évaluer l'impact économique, au moment de l'achat de l'emballage, d'une solution réemployable, en comparaison d'une solution à usage unique analogue.

Pour cela, le prestataire utilisera les scénarii validés lors de l'axe A de cette étude, et les solutions d'emballages à usage unique correspondantes aux solutions d'emballages réemployables.

Sur la base des typologies d'emballages retenues en fin de phase A pour les différents scénarios, le prestataire réalisera via une analyse de marché une comparaison entre le coût d'achat pour un conditionneur

- d'un emballage réemployable neuf ;
- d'un emballage réemployé ;
- d'un emballage équivalent à usage unique.

L'objectif de cette comparaison est de pouvoir identifier en projetant des durées moyennes d'amortissement, à partir de quel moment un conditionneur aurait un intérêt potentiel à se tourner vers une solution réemployable par rapport à l'usage unique sur un aspect uniquement basé sur le coût d'acquisition de l'emballage en lui-même. Cette analyse pourra être croisée, de manière qualitative, avec les résultats de la phase 3 de l'axe B.

Le prestataire pourra réaliser cette phase en parallèle de la phase 1 de l'axe B, et dans la mesure du possible de la définition des coûts d'achats des solutions d'emballages réemployés. La restitution de ces deux phases de l'axe B et C sera présenté au COSUI en simultanée (et comme indiqué dans le paragraphe § 3.1.).



2.4. Livrables

Dans le cadre de cette étude, les livrables attendus sont :

- L'outil de modélisation des coûts, par scénario retenu, de la chaîne de valeur du réemploi des emballages, telle que validée à l'issue de la phase 2 de l'axe B ;
- Un **rapport intermédiaire**, au format Word ADEME, comprenant les résultats de l'axe A de l'étude et les éléments de la phase 1 de l'axe B et de l'Axe C
- Un **rapport final provisoire**, au format Word ADEME, présentant l'ensemble des résultats des trois axes.
- Un **rapport final**, au format Word ADEME, présentant l'ensemble des résultats après modifications du rapport final provisoire.
- Une **synthèse**, au format Word ADEME reprenant les principaux résultats du rapport ; elle ne devra pas excéder 20 pages.
- Une **présentation synthétique** des résultats au format *PowerPoint* d'une dizaine de diapositives maximum avec les enseignements clés de l'enquête (pour une intervention de 10 à 15 minutes environ).
- Les comptes-rendus de visites/ interviews réalisées
- **Fichiers** (.csv.ou .xls, word) **avec les données sources complètes** (données quantitatives, restitution des observations terrains le cas échéant, entretiens), ayant permis de réaliser les analyses et de produire le rapport final.

L'ensemble des livrables de restitution devront respecter la charte graphique du modèle qui sera adressée par l'ADEME en début de prestation.

2.5. Exigences particulières

2.5.1. Exigence technique pour favoriser la circulation des données et du savoir

Circulation des données et du savoir

En vertu de la loi [n° 2016-1321 du 7 octobre 2016](#) pour une République numérique (dite Loi Lemaire) et en particulier le titre Ier sur la circulation des données et du savoir l'ADEME, comme toutes les structures publiques, est tenue de mettre à disposition en libre accès les études qu'elle réalise, ainsi que l'ensemble des éléments ayant servi à réaliser cette étude (code source du modèle, données de sortie et résultats, données d'entrée, hypothèses, méthodologie...). Cela afin de **favoriser l'accès des citoyens à la décision publique, de développer le mécanisme de revue par les pairs**, et de permettre à d'autres acteurs de questionner ou de confirmer les conclusions émises, afin d'enrichir le débat public et scientifique.

Pour y parvenir l'ADEME s'applique à respecter le **principe FAIR**¹. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le [guide sur les données de recherche](#).

Favoriser la circulation des données

Dans le cadre de la Loi Lemaire, depuis 2018, l'agence s'applique à favoriser l'ouverture de ses données via on portail open data (<https://data.ademe.fr>) : les données non confidentielles (brutes ou transformées) ayant servi à produire une étude, une analyse ou une publication, doivent être accessibles via le portail open data de l'ADEME (data.ademe.fr) et

¹ Les principes FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, Reusable) décrivent comment les données doivent être organisées pour être plus facilement accessibles, comprises, échangeables et réutilisables.



doivent donc être normalisées et documentées. Cette exigence de normalisation et de documentation s'applique également aux données confidentielles, qui pourront être réutilisées en interne.

Normalisation des données :

- Les données doivent être accessibles sous un **format ouvert** (CSV, JSON, PARQUET...), et pas uniquement via des formats propriétaires comme Excel.
- Pour les données au format CSV, les données doivent respecter le **principe TIDY**, et suivre les bonnes pratiques suivantes :
 - **Privilégier des noms de variables pour nommer les colonnes** plutôt que des valeurs (exemple : privilégier une seule colonne "année" plutôt que trois colonnes "2020", "2021" et "2022").
 - **Privilégier une colonne dédiée par variable** plutôt que de regrouper plusieurs variables dans une même colonne (exemple : privilégier deux colonnes "nom" et "prénom" plutôt qu'une colonne "nom, prénom").
 - **Privilégier une table unique par unité d'observation** plutôt que plusieurs tables (exemple : Privilégier une table "nombre d'habitants" avec une colonne "sexe" plutôt que deux tables, une pour les femmes et une autre pour les hommes)
- Lorsque c'est possible, les données doivent être structurées de sorte à respecter le **principe MECE** (*Mutually Exclusive and Collectively Exhaustive*). L'objectif est d'éviter le double comptage ou les jeux de données incomplets.
- Lorsque c'est possible, éviter le recours à des grandeurs intensives comme les pourcentages, les taux ou les rapports. **Privilégier les grandeurs extensives (sommables)** afin de permettre aux ré-utilisateurs de calculer la grandeur intensive sur le périmètre de leur choix (exemple : privilégier une colonne "PIB" et une colonne "nombre d'habitants" plutôt qu'une seule colonne "PIB par habitant")
- Lorsque c'est possible, **utiliser les référentiels d'usage** pour permettre un enrichissement à posteriori des données (exemple : utiliser le code SIREN pour les entreprises et les collectivités, le code commune INSEE pour les communes, et non le code postal).

Documentation des données et métadonnées :

- **Métadonnée.** Chaque fichier plat (CSV, JSON...) doit être accompagné d'une documentation décrivant le fichier (donc la table) ainsi que chacun des champs qu'il contient. Chaque champ (colonne) doit être décrit individuellement. La description doit à *minima* préciser :
 - La date de fraîcheur des données ou leur fréquence de mise à jour
 - La couverture spatiale et temporelle
 - Les hypothèses et la méthodologie employés pour construire ce jeu de donnée
 - Un contact référent en cas de questions ou de remarques
- Une **cartographie des données sources** qui explique où, quand et comment chaque jeu de donnée a été récupéré. L'objectif est de pouvoir reproduire de nouveau la récupération de ces données pour leur mise à jour.
- Un **modèle physique de donnée** (MPD) pour les modèles impliquant un nombre important de tables (3 ou plus) liées entre elles. Les modèles logique (MLD) et conceptuel (MCD) sont également les bienvenus.



3. Organisation et pilotage de la prestation

3.1. Encadrement et suivi de la prestation

L'étude est pilotée par l'ADEME. Le candidat est invité à consulter le projet de marché figurant dans le dossier de consultation comprenant le présent cahier des charges (CCTP) afin de connaître les modalités de réalisation et de validation par l'ADEME de ses travaux.

Le comité de pilotage (COPIL) qui assurera le suivi de l'étude est constitué de membres de l'ADEME et pourra si nécessaire également comporter des membres du ministère chargé de l'environnement (DGPR).

Un comité de suivi (COSUI) sera constitué par l'ADEME / l'Observatoire national du réemploi et de la réutilisation, réunissant des parties prenantes relatives à cette prestation. Comme indiqué dans le paragraphe 2.3, le COSUI sera invité à prendre connaissances et réagir lors de la restitution des phases suivantes :

- N°1 : Partage aux acteurs des conditions de succès de l'étude + Validation axe A
- N°2 : Echange sur les résultats phase 1 – Axe B et Axe C
- N°3 : Echange sur les résultats phase 2 et phase 3 – Axe B

Ces réunions seront complétées par des points d'avancement réguliers prévus au planning (téléphoniques ou en visioconférence) avec le ou la chef-fe de projet ADEME (et/ou autres représentants ADEME), et seront considérés comme intégrés dans le prix forfaitaire de la prestation.

Le prestataire **préparera les documents de présentation** pour l'ensemble de ces réunions et **rédigera les comptes-rendus**.

3.2. Calendrier de réalisation des prestations

La durée totale de la prestation est fixée à **15 mois** à compter de la date de notification du marché.

Le rapport intermédiaire qui comprendra l'axe A ainsi que la phase 1 de l'axe B et les éléments de l'axe C sera transmis dans un délai de 6 mois. Le rapport final provisoire devra être remis dans un délai de 10 mois. L'ensemble des autres livrables finaux devront être remis dans un délai de 11 mois.

Le candidat proposera un planning détaillé de travail permettant de respecter l'ensemble de ces conditions.

4. Annexes

4.1. Annexe 1 : propositions chaîne de valeur en fonction des emballages réemployable

